

Synthèse des résultats de l'enquête sur l'application des lois de 2007

Juin 2010
RESEAU ANDASS

Affaire suivie par :
Isabelle PIOT
Animatrice du Réseau ANDASS
Tél : 01 45 15 50 40
Email : i.piot@idealconnaissances.com

travail en partenariat
mutualisation
solidarité



Remerciements

REMERCIEMENTS	2
SYNTHESE DE L'ENQUETE	3
Classification des données	3
Résumé	3
1. LES ENTRETIENS PREALABLES A LA GROSSESSE	6
2. LA CELLULE DE RECUEIL ET DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS PREOCCUPANTES	9
3. LE SYSTEME D'ASTREINTES A L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE	12
4. LA CREATION DE PLACES DE PRISE EN CHARGE ALTERNATIVE / CLASSIQUE EN INTERNAT EDUCATIF EN 2007	14
5. LES ACCUEILS D'URGENCE AU TITRE DU DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L.233-2	16
6. LA PARTICIPATION AU FINANCEMENT D'ACTIONS RELEVANT DE LA MISE EN APPLICATION DE LA LOI « PREVENTION – DELINQUANCE »	17
7. LA MISE EN PLACE DE CONSEILS DES DROITS ET DEVOIRS DES PARENTS	

Remerciements

Nous tenons à remercier l'ensemble des Conseils généraux qui ont consacré du temps à répondre à cette enquête. Ils nous ont permis de mieux définir l'état d'application des lois du 5 mars 2007 relatives à la protection de l'enfance et à la prévention de la délinquance.

Par ailleurs, nous tenons à adresser nos plus vifs remerciements aux membres de l'ANDASS pour la confiance qu'ils nous ont accordée pour la réalisation de cette enquête.

Synthèse de l'enquête

Dans le cadre des lois qui ont marqué la date du 5 mars 2007 figurent notamment :

- la loi 2007-293 réformant la protection de l'enfance
- la loi 2007-297 relative à la prévention de la délinquance

Dans le prolongement des Etats généraux de l'enfance et dans la perspective des prochaines Rencontres nationales auxquelles l'ANDASS participera, un questionnaire a été mis en ligne sur la plateforme du Réseau ANDASS. La visée de cette enquête est de déterminer l'état d'application des lois du 5 mars 2007 dans les Départements.

Classification des données

Au total, trente huit Conseils généraux ont répondu à l'enquête¹, dont dix Départements anonymes. Néanmoins, ayant renseigné le questionnaire dans sa globalité, nous avons souhaité comptabiliser et faire remonter leurs réponses.

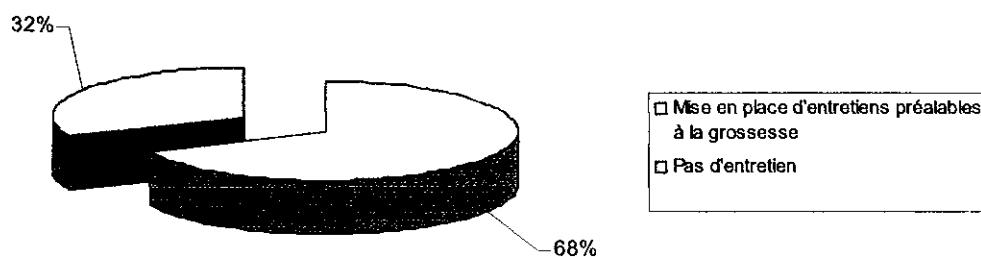
Résumé

La majorité des Départements interrogés a organisé **les entretiens préalables à la grossesse** (près de 70% des Conseils généraux). Toutefois, une part importante de Départements n'a pas connaissance des taux d'entretiens réalisés dans ce cadre ; ainsi 70% des Conseils généraux manquent de visibilité sur les entretiens externes effectués, 50% sur les entretiens internes menés.

Les taux des entretiens internes et externes restent très variables d'un Conseil général à l'autre, allant, par exemple, de 0% à 100% pour la conduite d'entretiens internes.

La création de poste à cet effet reste marginale.

Entretiens préalables à la grossesse



¹ Voir liste annexe 1 page 21

L'ensemble des Conseils généraux, c'est-à-dire 97% d'entre eux, a mis en place **une cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes**. La mise en œuvre de ce dispositif est active depuis 2004, avec une forte augmentation en 2009. Le nombre d'ETP mobilisés pour ce poste varie entre 0 et 9 personnes, avec une concentration moyenne se situant entre 1,5-6 ETP. Les coûts liés aux ETP semblent disparates, allant de 250€ à 255 000€.

Cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes



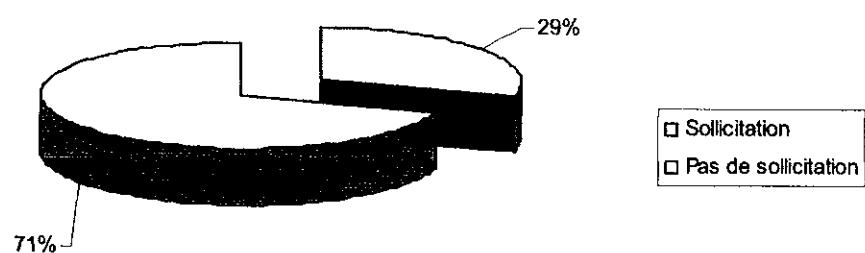
Près de 90% des Conseils généraux interrogés disposent d'un **système d'astreintes à l'aide sociale à l'enfance**, avec une mise en place importante d'astreintes internes à l'ASE (pour 69,5% de l'ensemble des Départements ou pour 78% des Conseils généraux disposant d'un système d'astreintes à l'aide sociale). La mise en œuvre de ce dispositif se développe progressivement depuis 1996, avec une hausse en 2009. Les coûts varient approximativement entre 1 500€ et 76 000€.

Ces disparités se constatent également pour **les créations de places de prise en charge alternative à la prise en charge classique en internats éducatifs**, tant dans leur création que dans leur coût.

Aussi, le **nombre d'accueils d'urgence réalisés depuis 2007** est variable d'un Département à l'autre.

La plupart des Départements, à 70%, n'a pas encore été sollicitée pour participer au financement d'actions relevant de la mise en application de la loi « Prévention de la délinquance ».

Sollicitation pour un cofinancement d'actions relevant de la mise en application de la loi "Prévention de la Délinquance"



Toutefois, la grande majorité des Départements sollicités pour participer au financement d'actions relevant de la mise en application de la loi « Prévention de la Délinquance » - conjoint avec le Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance - cofinance certaines actions (pour 90% d'entre eux).

Enfin, le **dispositif des Conseils des droits et devoirs des parents** n'est pas encore répandu puisque près de 85% des Conseils généraux ne l'ont toujours pas mis en place

Les entretiens préalables à la grossesse

Question 1 : Votre département a-t-il organisé les entretiens préalables à la grossesse ?

38 Départements ont répondu à cette question.

Entretiens préalables à la grossesse

	Total	Total %
Oui	26	68,5%
Non	12	31,5%
Total	38	100%

1.1 Taux d'entretiens externes réalisés :

17 Départements ont répondu à cette question.

Taux d'entretiens externes réalisés

	Total	Total en %
NSP	12	70%
3% entretiens réalisés au 4 ^{ème} mois sur 25 000 femmes enceintes (23% rencontrées)	1	6%
8,4% soit 840 entretiens pour 10 000 naissances	1	6%
10%	1	6%
100%	1	6%
<i>Autres réponses</i>		
941	1	6%
Total	17	100%

1.2 Taux d'entretiens internes réalisés :

16 Départements ont répondu à cette question.

Taux d'entretiens internes réalisés

	Total	Total en %
NSP	8	50%
0%	1	6,25%
1%	1	6,25%
4,3%	1	6,25%
5%	1	6,25%
100%	1	6,25%
<i>Autres réponses</i>		
59	1	6,25%
92	1	6,25%
705 entretiens réalisés en 2009	1	6,25%
Total	16	100%

1.3 Avez-vous créé des postes à cette fin ?

21 Départements ont répondu à cette question.

Création de postes

	Total	Total en %
Oui	5	24%
Non	16	76%
Total	21	100%

Les Conseils généraux ayant créé des postes pour la mise en œuvre des entretiens préalables à la grossesse, sont les suivants :

- Conseil général de Loire-Atlantique
- Conseil général du Var
- Conseil général du Territoire-de-Belfort

1.3.1 Nombre d'ETP créés :

4 Départements ont répondu à cette question.

Nombre d'ETP créés

	Total
5 CIP – 12 PMI	1
2 ETP	1
5 ETP	1
7 ETP créés : 3 puéricultrices et 4 sages femmes	1
Total	4

1.3.2 Coût de ces ETP :

3 Départements ont répondu à cette question.

Coût de ces ETP

	Total
NSP	1
75 000€	1
1,2M€	1
Total	3

La Cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes

Question 2 : Votre département a-t-il mis en place une cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes ?

37 Départements ont répondu à la question.

Cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes

	Total	Total %
Oui	36	97%
Non	1	3%
Total	37	100%

2.1 Année de création de la cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes :

30 Départements ont répondu à cette question*.

Année de création de la cellule

	Total	Total %
2004	2	6,5%
2005	1	3,5%
2007	3	10%
2008	15	50%
2009	7	23,5%
2010	2	6,5%
Total	30	100%

* Le Conseil général de l'Ain a apporté une précision complémentaire : « Mise en place d'une cellule de recueil sur 2 niveaux : siège et territoire »

2.2 Nombre d'ETP mobilisés (nombre d'ETP créés) :

27 Départements ont répondu à cette question.

ETP mobilisés	Total	Total en %
Taches supplémentaires pour les personnels	1	4%
1 ETP	1	4%
1,5 ETP**	3	11%
2 ETP**	3	11%
3 ETP	4	15%
3,5 ETP dont 3 postes créés	1	4%
4 ETP**	3	11%
5 ETP**	5	18%
5,8 ETP	1	4%
6 ETP**	3	11%
7 ETP dont 5 postes créés	1	4%
9 dont 1 création de poste	1	4%
Total	27	101%

**** Reprise du tableau / détails et compléments d'informations**

- 1,5 ETP : dont 1B et 0,5C
- 2 ETP : dont 1 ETP « social » et 1 ETP administratif (B)
- 4 ETP : postes à la coordination centrale + temps de travail en territoire, en redéploiement à effectif constant
- 4 ETP : dont 1 ETP cat A (création de poste BP 2005) - 1 ETP cat B (création de poste BP 2006) et 1 ETP secrétariat (BP 2007). Redéploiement 1 ETP conseiller socio-éducatif depuis le 1/05/10
- 5 ETP : dont 5 postes créés
- 5 ETP : dont 3 postes créés
- 5 ETP sans création de poste
- 6 ETP : (5B+1A) dont 1 créé
- 6 ETP : dont 5 cadres B et 1 cadre A

2.3 Coût des ces ETP :

21 Départements ont répondu à cette question.

Coût de ces ETP	Total
NSP	4
225€	1
40 000€	1
48 074€ (coût du poste créé)	1
50 000€ (coût du poste créé approximativement)	1
65 000€	1
80 000€	2
93 000€	1
109 098€	1
140 000€	1
142 370€	1
160 000€	1
200 000€	2
220 000€	1
255 000€	2
Total	21

Le système d'astreintes à l'aide sociale à l'enfance

Question 3 : Votre département dispose-t-il d'un système d'astreintes à l'aide sociale à l'enfance ?

36 Départements ont répondu à cette question.

Astreintes à l'aide sociale

	Total	Total %
Non	4	11%
Oui	32	89%
Astreintes internes à l'ASE	25	69,5%
Astreintes déléguées à un établissement	7	19,5%
Total	36	100%

3.1 Depuis quelle année votre département dispose d'un système d'astreintes à l'aide sociale à l'enfance ?

22 Départements ont répondu à cette question.

Création du système d'astreintes à l'aide sociale à l'enfance

	Total	Total %
NSP	2	9%
1996	1	4,5%
1998	2	9%
2000	3	14%
2001	1	4,5%
2002	2	9%
2005	1	4,5%
2006	1	4,5%
2008	1	4,5%
2009	4	18%
2010	1	4,5%

Autres réponses

Astreinte « assistance familiale »	1	4,5%
Système ancien – principalement pour les ASFAM	1	4,5%
Pas d'astreinte spécifique mais astreinte des cadres	1	4,5%
Total	22	99,5%

3. 2 Coût en 2009 de cette astreinte :

20 Départements ont répondu à cette question.

Coût de cette astreinte

	Total
NSP	5
1 452€ net	1
6 300€	2
7 300€	1
8 500€	1
9 000€	1
Moins de 10 000€	1
47 750€	1
76 000€	1
<i>Autres réponses</i>	
Astreinte non individualisée	1
76€/week-end	1
Indemnité d'astreinte de 80€/mois/cadre ASE (5)	1
Astreinte intégrée dans l'astreinte du Foyer Enfance	1
Astreinte réalisée par les cadres du foyer de l'enfance	1
Astreinte assumée par l'institut départemental de l'enfance et de la famille qui est un service du département, dans le cadre d'un protocole d'accueil d'urgence pour les soirs, nuits, week-end et jours fériés, signé avec le parquet, la police et la gendarmerie	1
Total	20

La création de places de prise en charge alternative / classique en internat éducatif en 2007

4.1 Nombre de places créées depuis 2007 :

25 Départements ont répondu à cette question.

Création de place	Total	Total en %
NSP	1	4%
0	4	16%
6**	2	8%
9	1	4%
12	2	8%
14	1	4%
20	2	8%
10 IERD + 12 SAES	1	4%
25**	2	8%
30	1	4%
31 places accueil de jour et 8 places « accueil séquentiel »	1	4%
54	1	4%
154 accueils de jour et AEMO renforcé	1	4%
156	1	4%
28 en accompagnement intensif à domicile, 45 en accueil externalisé habilité, 15 en triple habilitation ASE/PJJ/DDASS(ARS), 30 situations annuelles de prises en charge partagées (ASE, médico-social, associatif habilité, PJJ, soin)	1	4%
350 depuis plus de 10 ans	1	4%
Peu car ces dispositifs existent depuis 1998	1	4%
Non individualisés pour le moment sur places de semi internat	1	4%
Total	25	100%

** Reprise du tableau / détails et compléments d'informations

- **6 places** : 24 places prévues (pour enfant relevant de la MDPH et confiés à l'ASE 14 à 12 ans), 6 places réalisées du fait des contraintes budgétaires.
- **25 places** : dont 15 (centre départemental enfance) et 10 accueils de jour (établissement).

4.2 Coût annuel de fonctionnement de ces places :*17 Départements ont répondu à cette question.***Coût de cette astreinte**

	Total
NSP	3
0	1
135 000€	1
201 947€ inscrits au budget 2009 (147 839 € IERD - 54 108 € SAES)	1
250 000€	1
290 000€	1
518 000€	1
610 000€	1
1 081 200€ en 2009	1
1 154 000€	1
1 680 000€	1
2 500 000€	1
<i>Autres réponses</i>	
Redéploiement de places d'internat	1
Intégré dans le prix de journée, globalisé	1
Pas d'identification spécifique mais principe de moitié du prix de journée	1
Total	17

Les accueils d'urgence au titre du dernier alinéa de l'article L.233-2

Question 5 : Combien d'accueils d'urgence au titre du dernier alinéa de l'article L.233-2 (accueil d'une durée maximale de soixante douze heures sans décision de l'autorité parentale ou de l'autorité judiciaire) ont été réalisés depuis 2007 ?

24 Départements ont répondu à cette question.

Accueils d'urgence réalisés depuis 2007

NSP	Total	Total en %
NSP	6	25%
0	7	29%
3	2	8%
5	1	4,25%
7	1	4,25%
10	1	4,25%
91 (dont 15 en 2010)	1	4,25%
381 (au Foyer Départementale de France)	1	4,25%
<i>Autres réponses</i>		
Environ 5-10 / an	1	4,25%
10 en 2009	1	4,25%
78 mesures + 17 depuis le 01/01/2010	1	4,25%
628 nouveaux accueillis en urgence identifiés dans le cadre des dispositifs d'accueils d'urgence*	1	4,25%
Total	24	100%

* Il s'agit du Conseil général du Rhône

La participation au financement d'actions relevant de la mise en application de la loi « Prévention – délinquance »

Question 6 : Votre Département est-il sollicité pour participer au financement - conjoint avec le Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance - d'actions relevant de la mise en application de la loi "Prévention de la Délinquance" ?

34 Départements ont répondu à cette question.

Financement d'actions relevant de la mise en application de la loi « Prévention de la Délinquance »

	Total	Total en %
Oui	10	29,5%
Non	24	70,5%
Total	34	100%

6.1 Cofinancez-vous certaines actions ?

9 Départements ont répondu à cette question.

Cofinancement de ces actions

	Total	Total en %
Oui	8	89%
Non	1	11%
Total	9	100%

Les Conseils généraux cofinancant certaines actions sont les suivants:

- Le Conseil général de l'Ain
- Le Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence
- Le Conseil général de Loire-Atlantique
- Le Conseil général de la Lozère
- Le Conseil général du Var

6.2 Coût à la charge du Département

4 Départements ont répondu à cette question.

Coût à la charge du Département	Total
6 000€	1
28 000€	1
36 000€ (convention police-gendarme)	1
Mise à disposition Commissariat/Gendarmerie : 3 postes*	1
Total	4

* Il s'agit du Conseil général de Loire-Atlantique. Les trois autres réponses restent anonymes.

La mise en place de Conseils des droits et devoirs des parents

Question 7 : Des Conseils des droits et devoirs des parents ont-ils été installés dans votre Département ?

32 Départements ont répondu à cette question.

Conseils des droits et devoirs des parents

	Total	Total en %
Oui	5	15,5%
Non	27	84,5%
Total	32	100%

Il s'agit notamment des Départements suivants:

- Le Conseil général des Alpes-Maritimes
- Le Conseil général du Pas-de-Calais
- Le Conseil général de l'Essonne

7.1 Le Conseil général accepte-t-il que ses agents y prennent part ?

3 Départements ont répondu à cette question.

Participation des agents

	Total	Total en %
Oui	1*	30%
Non	2	70%
Total	3	100%

*Le Département des Alpes-Maritimes accepte que ses agents prennent part au Conseil des Droits et devoirs des parents.

Annexe 1 : Départements ayant répondu au questionnaire

(1) Conseil général de l'Ain	(44) Conseil général de la Loire-Atlantique
(4) Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence	(47) Conseil général du Lot-et-Garonne
(6) Conseil général des Alpes-Maritimes	(48) Conseil général de la Lozère
(10) Conseil général de l'Aube	(49) Conseil général du Maine-et-Loire
(11) Conseil général de l'Aude	(56) Conseil général du Morbihan
(12) Conseil général de l'Aveyron	(61) Conseil général de l'Orne
(13) Conseil général des Bouches-du-Rhône	(62) Conseil général du Pas-de-Calais
(26) Conseil général de la Drôme	(69) Conseil général du Rhône
(30) Conseil général du Gard	(75) Conseil général de Paris
(32) Conseil général du Gers	(81) Conseil général du Tarn
(33) Conseil général de la Gironde	(83) Conseil général du Var
(41) Conseil général du Loir-et-Cher	(90) Conseil général du Territoire-de-Belfort
(42) Conseil général de la Loire	(91) Conseil général de l'Essonne
(43) Conseil général de la Haute-Loire	(2B) Conseil général de Haute-Corse

38 Conseils généraux ont répondu à l'enquête dont 10 répondants anonymes.

Au service de la
Performance publique



93, avenue de Fontainebleau
94270 Le Kremlin-Bicêtre Cedex
Tél : 01 45 15 09 09
Fax : 01 45 15 09 00
www.idealconnaissances.com